

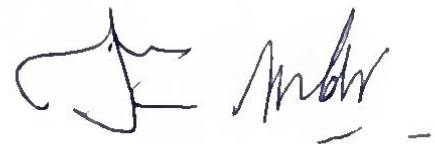


Contenu		Expert	Ingénieur	Projeteur / assistante	Total Somival Ingénierie € HT	Autres dépenses à prévoir (hors Somival Ingénierie) € HT
€ HT /)		650	580	450		
			2		1 160,00 €	
1	Examen des données d'entrée					
2	Réunions sur site : 3 (réunion de lancement, réunion présentation des nouveaux ouvrages et réunion de validation avec l'administration)	1	2		1 810,00 €	
3	Réalisation d'un dossier d'autorisation environnementale au titre de R181-13 du c.e.					
	<u>Demande d'autorisation environnementale</u>					Relevés topographiques détaillés
	Descriptif hydraulique et technique des ouvrages actuels dont relevés topographiques (données à nous fournir sous format Autocad), plans et cotes des ouvrages existants listés dans l'APTG rubrique 3110 du 11/09/2015 (dispositif de montage et dévalaison pour la feune, dispositif de restitution du débit réservé, vannes et/ou clapets,...)		1		580,00 €	
	Bilan du fonctionnement de l'installation: nombre de jours de turbinage (et d'arrêt), modalités de gestion sédimentaire (curages, chasses,...)		1		580,00 €	
	Diagnostic et synthèse du fonctionnement de ces ouvrages au regard des évolutions réglementaires (espèces ciblées, L214-17 du CE) et des nouvelles techniques disponibles	1	1		1 230,00 €	
	Descriptif hydraulique et technique des ouvrages nouveaux ou des modifications (données à nous fournir)		2		1 160,00 €	
	Hydrologie : évolution observée en raison du changement climatique; projections en 2050	0,5	2		1 485,00 €	
	<u>Etude d'incidence environnementale au titre de l'article R.181-14 du c.e</u>					
	Analyse de l'état initial	1	5	1	4 000,00 €	
	Effets constatés des ouvrages sur le milieu (retenue, TCC, aval, annexes hydrauliques), incidents survenus		0,5		290,00 €	
	Modifications envisagées compte tenu des effets constatés					
	Mesures de réduction: conception d'un ouvrage de dévalaison : principes, schémas, plans, coupes	2	3	3	4 390,00 €	
	Impacts résiduels, mesures compensatoires et d'accompagnement		1		580,00 €	
	Modalités de réalisation du chantier	0,5	1		905,00 €	
	Evaluation des incidences sur le ou les site(s) Natura 2000 - version simplifiée		1		580,00 €	
	Compatibilité avec les documents cadres (SDAGE Loire Bretagne 2022 - 2027 notamment)		0,5		290,00 €	
	Mesures de suivi, d'intervention et de surveillance		0,5		290,00 €	
	Conditions de remise en état après exploitation		0,25		145,00 €	
	Plans et coupes des ouvrages envisagés		1	4	2 380,00 €	
	Mise en forme réglementaire du dossier dont résumé non technique				580,00 €	
	<u>Etude d'impact</u>					
		1	1	0,5	1 455,00 €	
4 bis	Reprise des rapports versions n+1		0,5		290,00 €	
5	Dépôt du dossier					
6	Assistance au maître d'ouvrage pendant la procédure		0,5		290,00 €	
	Assistance au Moa pendant l'enquête publique (forfait)		0,5		290,00 €	
	Mémoire en réponse au commissaire enquêteur		0,5		290,00 €	
	Réponse à l'administration pour la rédaction de l'AP					
Total mission de base (MT)		7	28,75	8,5	25 050,00 €	
Total mission de base (TTC)					30 060,00 €	

OPTIONS					
	Assistance au passage en CODERST	0,5		325,00 €	
Autres investigations diagnostics					
	Réalisation d'une pêche électrique / inventaire piscicole sur 1 station				Environ 4500 €
	Etude du Débit Minimum Biologique (DMB) selon l'article L. 214-18 du C.E., selon la méthodologie ESTIMHAB				Environ 10000 €
	Mise en oeuvre du protocole I2M2				Environ 6000 €
	Réalisation d'une pêche électrique / inventaire piscicole sur 2 stations supplémentaires				Environ 5000 €
Etude d'impact si demandée par l'Autorité Environnementale					
	Demande au cas par cas: investigations faune flore et autres éléments de l'environnement qui peuvent être impactés			5 000 €	
	Etude d'impact			15 000 €	



Centrale hydroélectrique Val Dore Energie

Commune d'Aubusson d'Auvergne (63)

**Demande de renouvellement
d'autorisation au titre de R181-13 du c.e.**

Offre technique et financière – V1



Mars 2025

Somival Ingénierie – 68 rue des Courtiaux 63000 Clermont Ferrand
09 54 81 47 87 – <https://somival-ingenierie.fr/>
contact@ing-somival.fr

Sommaire

1- Objet de l'offre	3
2- Les intervenants	3
3- Principes de notre offre	3
4- Contenu de notre offre.....	4
4.1 Volet hydraulique	4
4.2 Volet environnement	4
5- Organisation de la mission	5
6- Eléments à la charge de Mme Carton de Wiart	6
7- Livrables.....	6
8- Planning prévisionnel	6
9- Sécurité de nos interventions	6
10- Confidentialité - Respect du client	7
11- Détail des prix	7
12- Règlement.....	8

Annexes

Annexe 1 : Contenu type d'un dossier de demande de renouvellement d'autorisation.....	9
Annexe 2 : Conditions générales d'ingénierie 2024 (à accepter et signer).....	12

1- OBJET DE L'OFFRE

La présente offre intéresse la centrale hydroélectrique Val Dore Energie exploitée par Mme Carton de Wiart, autorisée en 1986, pour une durée de 40 ans.
Notre offre est valable uniquement pour un ouvrage que nous avons supposé non classé au titre de la sécurité publique.

2- LES INTERVENANTS

Nom Fonction(s) occupée(s) (présent projet)	Expertise des Ingénieurs de projet
Intervenants principaux	
Laurent CIBERT – Ingénieur d'études 12 ans d'expérience	Il prendra en charge la mission. Il intervient dans la réalisation des études réglementaires et la conception des études techniques.
Stéphane ROUTIER – chef de projet Ingénieur hydraulicien Chef de projet hydraulique 24 ans d'expérience	Il dispose d'un savoir-faire dans la conduite de missions de faisabilité, de maîtrise d'œuvre, d'aide au positionnement de collectivités ou de propriétaires privés. Il exerce dans les domaines de compétence suivants : hydrologie de bassins, hydraulique fluviale, hydrogéomorphologie, diagnostics structurels d'ouvrages.
Fanny TOURNE Projeteur 25 ans d'expérience	Elle réalisera les plans et les documents graphiques utiles aux dossiers d'autorisation

3- PRINCIPES DE NOTRE OFFRE

La présente offre est établie sans cahier des charges.

Les données en notre possession transmises par le client sont :

- L'arrêté préfectoral du 24 Novembre 1986 attribué à la société S.N.C Marcoux
- L'acte de cession de parts vers Val Dore Energie du 17 Octobre 1996

Notre offre propose :

- La rédaction d'un dossier de renouvellement d'exploiter selon l'article R181-13 du Code de l'Environnement
- L'étude des améliorations possibles des installations en vue d'une meilleure prise en compte de l'environnement dans le respect du productible et de la rentabilité de l'exploitation

4- CONTENU DE NOTRE OFFRE

4.1 VOLET HYDRAULIQUE

Nous procéderons :

- Au descriptif hydraulique et technique des ouvrages actuels (données à nous fournir sous format Autocad)
- A l'analyse de l'hydrologie ; évolution observée en raison du changement climatique. Une projection sera menée pour 2050.
- Au recueil de données hydrauliques ; n'étant pas sur place, ces données devront nous être communiquées par l'intervention de l'exploitant en particulier : Les relevés de lignes d'eau in situ : étiage, module, 2 x module, 3 x module à l'amont et à l'aval,

4.2 VOLET ENVIRONNEMENT

A la faveur d'un renouvellement d'exploitation la police de l'eau demande la mise à jour des équipements en place et des modalités d'exploitation afin de se conformer à la réglementation environnementale (qui s'est fortement renforcée lors des 25 dernières années) et de réduire les impacts sur les espèces et le milieu aquatique.

Ce volet sera traité conformément à l'article R181-14 du Code de l'Environnement.

Diagnostic environnemental

Une analyse complète de l'état des lieux du contexte environnemental sera effectuée.

En revanche, les autres investigations écologiques complémentaires telles que la réalisation d'une pêche électrique permettant un inventaire piscicole ou la mise en œuvre du protocole I2M2 concernant la qualité biologique du cours d'eau, pouvant être demandés par l'administration, sont chiffrées **en options**.

De même, l'analyse des impacts des installations actuelles ou à créer sur les espèces protégées présentes ainsi que l'étude des mesures destinées à les réduire ne peuvent être chiffrées à ce jour. Le devis supplémentaire intégrera, si nécessaire, l'étude des impacts sur les espèces protégées affectées et des mesures pour y remédier.

Etude des impacts de la modification ou de la création des ouvrages

Mme Carton de Wiart souhaite conserver l'ouvrage dans son fonctionnement actuel. De plus, afin de garantir la dévalaison piscicole, un ouvrage de dévalaison sera étudié. Nous développerons les principes de cette solution, et produirons les schémas, plans, coupes et estimation nécessaires au niveau de détail exigé par la police de l'eau.

Débit réservé – Débit Minimum Biologique (DMB)

Ce débit réservé est actuellement variable :

- 90 l/s entre le 1^{er} Octobre et le 1^{er} Avril
- 170 l/s pendant le reste de l'année

Il est cependant possible que l'administration demande de modifier ces périodes et/ou d'augmenter cette valeur afin de répondre aux besoins des milieux naturels en s'appuyant notamment sur la notion de débit minimum biologique (DMB). L'approche du DMB nécessite des investigations hydrobiologiques dans le milieu. Ces investigations sont également chiffrées en options.

Etude d'impact

Il est peu probable que la police de l'eau demande la réalisation d'une étude d'impact. Toutefois, à la demande de l'administration, nous pouvons rédiger la demande au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale afin de s'assurer qu'une telle étude n'est pas nécessaire.

Si l'Autorité Environnementale considérait qu'une étude d'impact est nécessaire, alors nous nous proposerions de la réaliser.
Ces 2 prestations sont chiffrées en options.

5- ORGANISATION DE LA MISSION

5 étapes seront nécessaires à la réalisation du dossier et suivre la procédure de renouvellement :

1. Examen des données disponibles,
2. Réalisation des études conformément à l'article R181-13 du Code de l'Environnement,
3. Montage et assemblage du dossier de demande de renouvellement,
4. Dépôt du dossier
5. Suivi et accompagnement lors de la procédure de renouvellement.

1ère étape : Examen des données d'entrée

Pour l'instant, aucune donnée d'entrée n'a été fournie à Somival Ingénierie.

Tout document en possession du propriétaire et nécessaire à la réalisation de la mission devra être communiqué à SOMIVAL Ingénierie. A ce titre, le contenu du dossier de l'ouvrage sera examiné au lancement.

Somival Ingénierie examinera ces données et dressera la liste des manques.

2^e étape : Réalisation des études selon l'article R181-13 du Code de l'Environnement

Après la réalisation de l'état des lieux, nous étudierons les incidences actuelles des ouvrages.
Nous développerons la conception d'un ouvrage de dévalaison ainsi que ces incidences sur l'environnement.

La fonctionnalité actuelle de la passe à poissons ainsi que de son fonctionnement futur avec l'ouvrage de dévalaison sont censés être corrects. Dans le cas contraire, un devis complémentaire pourrait être nécessaire.

Les incidences sur le(s) site(s) Natura 2000, la compatibilité avec les documents-cadres tel que le SDAGE Loire-Bretagne, les mesures de suivi, d'intervention, et de surveillance ainsi que les conditions de remise en état après exploitation seront développées.

3^e étape : Montage et assemblage du dossier

Une fois les études réalisées, un dossier réglementaire complet sera établi et adressé pour avis informel à la police de l'eau.

4^e étape : Dépôt officiel du dossier

Dès mise au point, le dossier sera adressé au guichet unique pour instruction. Sa complétude sera jugée par le service instructeur. Des compléments pourront être demandés que nous prendrons en charge.

5^e étape : Suivi et accompagnement lors de la procédure

Il nous semble utile de vous proposer une assistance tout au long de la procédure qui se compose de :

- Phase amont : échanges amont avec le service instructeur – **Inclus**
- Phase d'examen après dépôt du dossier – **Inclus**
- Phase d'enquête publique (éventuel) : **analyse du rapport d'enquête et mémoire en réponse au commissaire enquêteur – Inclus**
- Phase de décision : analyse du projet d'AP rédigé par le service instructeur – **Inclus**
- Assistance au passage (éventuel) en CODERST : participation à la présentation du projet – **en option**

५३

1

Des

21

CFR

Etude du Débit Minimum Biologique (DMB) selon l'article 1. 214.18

4

de

10- CONFIDENTIALITE - RESPECT DU CLIENT

SOMIVAL Ingénierie est tenue au secret professionnel pour tout ce qui concerne les renseignements, informations et documents recueillis ou utilisés à l'occasion de la présente mission, quelles que soient leurs origines.

SOMIVAL Ingénierie mentionnera les sources bibliographiques utilisées.
SOMIVAL Ingénierie est engagée dans un processus d'amélioration continue de ses prestations à ses clients et de ses relations avec eux. Sur ce point, les documents transmis au Maître d'ouvrage seront soumis à vérification et validation interne.

11- DETAIL DES PRIX

Le montant de notre offre de base est de 25 050 € HT. Comme indiqué plus haut d'autres prestations pourraient s'avérer nécessaires sur devis supplémentaire.

12- REGLEMENT

Les prestations seront réglées de la façon suivante :

- 30 % à la commande.
- Acomptes mensuels intermédiaires et solde à la remise des livrables correspondants.

Le règlement des prestations s'effectuera par chèque à l'ordre de SOMIVAL Ingénierie ou par virement au compte SOMIVAL Ingénierie :

Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin
63 rue Montlosier
63691 CLERMONT FERRAND Cedex 9

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
18715	00200	08002967822	83

BIC	IBAN
CEPAFRPP871	FR76 1871 5002 0008 0029 6782 283

Lu et accepté

Lu et accepté,

Solignac,

le 09/04/2025

Fait à Clermont-Ferrand

Le 28/03/2025

André

Jean-Luc de Wail

[Signature]

**SCOP SOMIVAL INGENIERIE
68 RUE DES COUTIAUX
63 000 CLERMONT-FERRAND**

Annexe 1 : Contenu type d'un dossier de demande de renouvellement d'autorisation

Le dossier à établir sera conforme à la réglementation en vigueur et aux recommandations que le service chargé de la police de l'eau qui pourrait être amené à formuler pour ce type d'opération.

Pour être précis et exhaustifs nous rappelons ci-dessous le contenu réglementaire d'un tel dossier.

Application de l'art. R181-13 du c.e.

La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :

1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ;

3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ;

4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication, selon le cas, de la ou des rubriques des nomenclatures ou bien du ou des items de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées. Elle inclut également, le cas échéant, les mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3-1, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ;

6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3-1, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ;

7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;

8° Une note de présentation non technique ;

9° Lorsque l'implantation d'une installation nécessite l'obtention d'une autorisation d'urbanisme, la justification du dépôt de la demande de cette autorisation d'urbanisme si celle-ci a été effectuée préalablement ou en même temps que la demande d'autorisation environnementale ;

10° Le cas échéant, la mention des autres demandes d'autorisation ou déclarations, hors autorisations d'urbanisme, nécessaires à la réalisation du projet et requérant l'organisation d'une enquête publique, lorsque cette enquête n'a pas encore été réalisée. Cette mention est complétée de la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente pour ces demandes d'autorisation ou déclarations, ainsi que, éventuellement, de la demande de dérogation à l'organisation d'une enquête publique unique prévue au troisième alinéa du I du L. 181-10 ;

11° Le cas échéant, lorsqu'une demande de titre minier est présentée en même temps que la demande d'autorisation environnementale, la décision identifiant le dossier retenu à l'issue de la procédure de mise en concurrence engagée en application des articles L. 124-2-3, L. 124-8, L. 132-4, L. 134-3 ou L. 134-10 du code minier.

Le pétitionnaire peut inclure dans le dossier de demande une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L. 181-3, L. 181-4 et R. 181-43.

Procédure : le dossier doit mentionner à quelles procédures il est soumis ou non parmi les 12 procédures possibles (voir § Les procédures administratives concernées)

Cerfa 15964*01 : l'arrêté TREP1916072A du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale rend obligatoire l'utilisation du CERFA 15964*01 pour toute demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire est téléchargeable sur : www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R53949

Application de l'art. R181-13 du c.e. titre VIII

En outre, lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la déclaration comprend en outre :

1° En complément du 4° de l'article R. 181-13, avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable ;

2° Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée ;

3° Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements ;

4° En complément du 7° de l'article R. 181-13, l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ; un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ; un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons ;

5° Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116.

Compléments spécifiques pour les barrages

III. – Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R.214-1 (barrages de retenus et assimilés) :

- 1° En complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-13, le document mentionné au 2° du I de l'article R. 214-122 ;
- 2° Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R. 214-121 ;
- 3° Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B ;
- 4° Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site ;
- 5° En complément du 7° de l'article R. 181-13, si l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau :
 - l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique ;
 - le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ;
 - un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ;
 - un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.

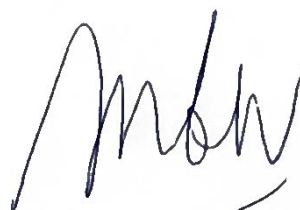
Compléments pour les projets exploitant une installation de production d'électricité - Art. D.181-15-8 - Hydroélectricité

Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L311-1 du code de l'énergie, le dossier de demande précise :

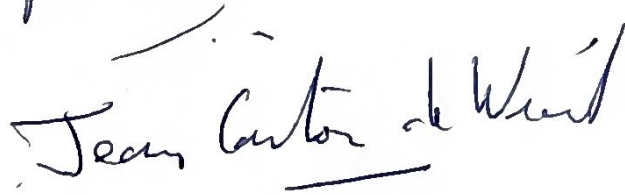
- ses caractéristiques, notamment :
- sa capacité de production,
- les techniques utilisées,
- ses rendements énergétiques
- et les durées prévues de fonctionnement.

Annexe 2 : Conditions générales d'Ingénierie 2024 (à accepter et signer)

Lu et accepte,



lu et approuvé


Jean-Claude de Waele